

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 25 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPECIALTY OPERATIONS FRANCE

« Saint-Roch »
58500 CLAMECY

Références : 230583
Code AIOT : 0005401338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE, implanté au lieu-dit « Saint-Roch » - 58500 CLAMECY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un Plan d'Opération Interne a été déclenché ce matin à 8h30 sur le site de Solvay Clamecy avec formation d'une cellule de crise.

L'évènement concerne une fuite d'une cinquantaine (majorant) de litres d'acrylate d'éthyle (produit très odorant) sur un IBC dans une cellule de stockage du site.

La fuite a été rapidement contenue.

Cette visite réactive fait suite à cet évènement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- SAINT ROCH 58500 CLAMECY
- Code AIOT : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine de Clamecy de la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements. Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.2	/	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé de non-conformité. L'exploitant a réagi rapidement à cet événement, qui avait fait l'objet d'une inspection POI inopinée en 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnel et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. [...]
Constats : Pour rappel, la mise en œuvre inopinée du POI lors de l'inspection inopinée du 03/11/22, hors heures ouvrées, avait permis de constater : <ul style="list-style-type: none">- une bonne réactivité des moyens en personnels,- la présence des matériels identifiés par le POI par rapport au scénario d'incident simulé. Il était relevé les points d'amélioration suivants :

- le dispositif pompiers repose sur le foisonnement;
- mise à disposition d'une version papier complète du POI au poste de commandement et réflexion sur le versionnage du POI (version globale versus version pour chaque document composant le POI) ;
- l'exploitant doit se positionner sur la présence d'une boîte de tubes de prélèvements d'acrylate dans l'air périmée d'août 2022 (une autre boîte de tube présente étant valide), en la retirant ou en garantissant sa bonne efficacité ;
- pallier l'absence de produits absorbants aisément visibles et accessibles dans le local de stockage d'acrylate d'éthyle (mais présence dans un atelier voisin).

Les actions de l'exploitant suite à l'inspection de 2022 ont permis de remédier à ces fragilités.

Un Plan d'Opération Interne a été déclenché le 28 septembre 2023 matin à 8h30 sur le site de Solvay Clamecy avec formation d'une cellule de crise.

L'évènement a concerné une fuite d'une cinquantaine (majorant) de litres d'acrylate d'éthyle sur un IBC dans une cellule de stockage du site.

La fuite a été contenue et les équipes du site se sont attachées à réduire au maximum l'impact olfactif extérieur.

Les prélèvements et analyses ont été menés et n'ont pas relevé de détection sur les tubes, ni d'odeur à l'extérieur du site.

La mairie et les autorités ont été prévenues.

Le bâtiment concerné est sur rétention et disposait en plus de cuves de rétentions mobiles.

La vanne pelle (qui isole le site du milieu naturel) a été fermée à 8 h 44, comme c'est systématiquement prévu en cas d'alerte.

L'Inspection n'a pas constaté d'odeur particulière (hormis les odeurs permanentes du site) en dehors ou en périphérie du site, ni même à proximité du lieu de l'incident.

Les seules odeurs significatives ont été senties dans le local de stockage des inflammables, là où est stocké l'IBC fuyard et les rétentions.

Les actions menées par l'exploitant n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

L'exploitant a transmis un rapport d'incident le 2 octobre 2023, qui n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier, cet état permet de

connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer *a minima* les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Constats :

L'état des stocks est consultable en ligne, soit globalement, soit par secteur d'activités. Suite à l'inspection de 2022 (POI inopiné sur le scénario de l'événement de 2023), l'exploitant a amélioré son interface pour extraire des familles de mention de danger plus claires.

L'exploitant a procédé à l'extraction de son état des stocks (même si ce n'était pas obligatoire en absence d'incendie) à 8 h 52.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet